

Zeitschrift: Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile
Herausgeber: Schweizerischer Zivilschutzverband
Band: 42 (1995)
Heft: 3

Rubrik: BZS Info = OFPC Info = UFPC Info

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 22.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les sections cantonales de l'Union suisse pour la protection civile (USPC) exécutent

Un travail précieux dans les cantons

JM. 19 sections cantonales se trouvent actuellement avec 18 000 membres sous l'égide de l'USPC. Les membres de notre association opèrent activement à la formation de l'avenir de la protection de la population en Suisse. Soyez aussi des nôtres!

Les sections cantonales de l'USPC et des régions ont obtenu par la mise en pratique vigoureuse des buts de la nouvelle protection civile une tâche spécialement importante et pleine de responsabilité. Les président(e)s des sections, ainsi que leurs membres, s'engagent comme porte-parole et dispensateurs d'impulsion pour la nouvelle protection civile. Ils accompagnent la réforme dans leurs cantons et communes avec compétence et beaucoup d'engagement.

Si vous n'êtes pas encore membre de l'USPC, devenez-le maintenant! Cela en vaudra la peine pour vous – sans aucun doute! Ecrivez ou téléphonez-nous pour de plus amples informations sur l'Union suisse pour la protection civile et la revue «Protection civile». Votre section cantonale est également à votre disposition pour répondre à vos demandes. Vous en trouverez l'adresse ci-après. Nous nous réjouissons de votre participation!

Union fribourgeoise de la protection civile
Francis C. Lachat, président
33, chemin Kybourg
1700 Fribourg

Association genevoise pour la protection civile
Jacques-Simon Eggly, président
p. a. Jean Naef
16, av. Eugène-Pittard
1206 Genève

Association cantonale neuchâteloise pour la protection civile
Jacques Romanens, président
Case postale 228
2013 Colombier

Association vaudoise pour la protection des civils
Christiane Langenberger, présidente
Rue de l'Eglise
1122 Romanel-sur-Lausanne

Section valaisanne de l'Union suisse pour la protection civile
Daniel Comte, président
La Jeurna
1871 Choëx

Associazione ticinese per la protezione civile
Stefano Belloni, presidente
Via Cabone 9
6900 Massagno

Oui, je veux devenir membre de l'USPC et ainsi soutenir les buts de l'association. Cela me coûte par an entre 30 et 45 francs (selon le canton de mon domicile). Comme membre, je reçois automatiquement la revue spécialisée «Protection civile» et différentes offres intéressantes de l'USPC et de ma section cantonale.

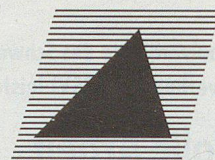
Nom et prénom: _____

Rue et n°: _____

NPA, lieu et canton: _____

Date: _____

Signature: _____



ZIVILSCHUTZ

Zivilschutz 95:

Kantone und Gemeinden sind gefordert

Am 1. Januar 1995 hat für den Zivilschutz ein neues Kapitel begonnen. Katastrophen- und Nothilfe als neuer zusätzlicher Hauptauftrag, Reduzierung der Bestände um fast einen Drittel auf gesamtschweizerisch noch 380 000 Zivilschutzangehörige, Herabsetzung der Schutzdienstpflicht von 60 auf 52 Jahre, Straffung der Organisation, verbesserte Ausbildung und Ausrüstung, Regionalisierung, Verbundlösungen mit Partnerorganisationen sind die wichtigsten Elemente der neuen Zivilschutzgesetzgebung des Bundes. Es liegt nun an den Kantonen und Gemeinden, diese Vorgaben umzusetzen.

Der Handlungsbedarf für die Kantone und Gemeinden ist gross. Es geht vor allem darum

- die kantonalen Gesetze und Verordnungen den Bundesnormen anzupassen;
- die Regionalisierung durch das Zusammenlegen von Zivilschutzorganisationen so voranzutreiben, dass trotz der Bestandesreduktion eine optimale Einsatzbereitschaft erreicht wird;
- die Einsatzbereitschaft zu steigern durch das Bereitstellen von schnellen Einsatzformationen, so dass innerhalb einer Stunde erste Pikettelemente, innerhalb sechs Stunden weitere Rettungsformationen und innert 24 bis 36 Stunden das Gros der Zivilschutzorganisation im Einsatz stehen können;
- die Ausbildung zielgerichteter und bedürfnisorientierter zu gestalten durch die Einführung eines Einteilungsrapportes und die Durchführung von Grundkursen, die auf die vorhandenen Kenntnisse abgestimmt sind, sowie von straff geführten, praxisbezogenen Wiederholungskursen in Zusammenarbeit mit Partnerorganisationen, namentlich der Feuerwehr;
- das neue Material und die neue, wettertaugliche Ausrüstung der Rettungspioniere schrittweise einzuführen;
- im personellen Bereich die Gliederung der Zivilschutzorganisation dem neuen Auftrag anzupassen und die Freistellun-

gen zugunsten der Partnerorganisationen vorzunehmen;

- im baulichen Bereich den Schutzraum-bau so zu steuern, dass sich Überkapazitäten vermeiden lassen;
- die Information der Bevölkerung zu verbessern.

Die Umsetzung des neuen Zivilschutzes, der weiterhin auf dem bewährten Milizprinzip beruht und dessen Hauptträger die Gemeinden sind, wird mehrere Jahre beanspruchen. Trotz der damit verbundenen Effizienzsteigerung wird der neue Zivilschutz im Vergleich zur bisherigen Kon-

zeption bis zum Jahre 2010 insgesamt mehr als 2,8 Milliarden Franken Einsparungen ermöglichen.

*Eidgenössisches Justiz- und
Polizeidepartement
Informations- und Pressedienst*

Protection civile 95:

Aux cantons et aux communes de jouer!

Le 1^{er} janvier 1995 s'est ouverte une ère nouvelle pour la protection civile. En effet, une législation fédérale profondément remaniée dans ce domaine vient d'entrer en vigueur. Celle-ci implique toute une série de nouveautés, parmi lesquelles il convient de citer la promotion de l'aide en cas de catastrophe et des secours urgents, la réduction de près d'un tiers des effectifs, désormais limités à 380 000 personnes pour tout le pays, la diminution de l'âge de libération de l'obligation de servir, qui passe de 60 à 52 ans, la simplification des structures, l'amélioration de l'instruction et de l'équipement, la possibilité d'exécuter certaines tâches au niveau régional et enfin le renforcement de la coopération avec les organisations partenaires. Il incombe maintenant aux cantons et aux communes d'appliquer ces nouveautés «sur le terrain».

La tâche qui échoit aux cantons et aux communes est grande. Elle consiste notamment à

- adapter la législation cantonale aux nouvelles normes fédérales;
- coordonner les activités de la protection civile au niveau régional afin que la réduction des effectifs n'entraîne aucune baisse d'efficacité;
- élever, grâce à la mise en place de formations d'intervention rapide, la capacité d'action des organisations de protection civile, afin que les éléments de picquet puissent intervenir dans l'heure, d'autres formations de sauvetage dans les six heures et le gros des troupes dans les vingt-quatre à trente-six heures suivant la réception de l'ordre d'entrer en action;
- améliorer l'instruction en instituant un rapport d'incorporation et des cours de base qui permettent de tenir compte des connaissances préalables des participants ainsi qu'en organisant notamment, en collaboration avec les organisations partenaires telles les sapeurs-pompiers, des cours de répétition bien conduits et axés sur la pratique;

- introduire progressivement le nouveau matériel et la nouvelle tenue imperméable des pionniers de sauvetage;
- adapter la structure des organisations à la nouvelle mission de la protection civile et exempter du service de protection civile le personnel nécessaire au fonctionnement des organisations partenaires;
- gérer la construction de nouveaux abris de manière à éviter de produire localement un nombre excédentaire de places protégées;
- élever le niveau d'information de la population dans le domaine de la protection civile.

La mise en place d'une protection civile entièrement remaniée mais néanmoins toujours fondée sur le principe de la milice et la responsabilité première des communes prendra des années. Bien que d'une efficacité accrue, la nouvelle protection civile coûtera, jusqu'à l'an 2010, au bas mot 2,8 milliards de francs de moins que la précédente.

*Département fédéral de justice et police
Service d'information et de presse*

Protezione civile 95:

Sono chiamati ad operare Cantoni e Comuni

Il 1° gennaio 1995 ha avuto inizio un nuovo capitolo per la protezione civile. Aiuto in caso di catastrofi e di situazioni d'emergenza come nuovo mandato principale suppletivo, riduzione degli effettivi, di quasi un terzo, ad ancora 380 000 militi della protezione civile in totale, riduzione dell'obbligo di prestare servizio nella protezione civile da 60 a 52 anni, compressione dell'organizzazione, miglioramento della formazione e dell'equipaggiamento, regionalizzazione, soluzioni collettive con organizzazioni partner sono gli elementi più importanti della nuova legislazione della protezione civile della Confederazione. Spetta ora ai Cantoni e ai Comuni eseguire questi dati.

Il fabbisogno normativo dei Cantoni e Comuni è importante. Si tratta soprattutto di

- adeguare leggi e ordinanze cantonali alle norme federali;
- avviare la regionalizzazione mediante raggruppamento delle organizzazioni di protezione civile in modo tale che, nonostante la riduzione degli effettivi, sia attuata un'efficienza d'intervento ottimale;
- aumentare l'efficienza d'intervento grazie all'approntamento di formazioni d'intervento rapido, in modo che entro un'ora primi elementi di picchetto, entro altre sei ore altre formazioni di soccorso, ed entro 24 a 36 ore il grosso dell'organizzazione di protezione civile possano intervenire;
- disporre l'istruzione in modo più mirato per lo scopo previsto e maggiormente orientato sulle necessità, mediante l'introduzione di un rapporto d'incorporazione e l'attuazione di corsi di base coordinati con le conoscenze di cui i militi già dispongono nonché di corsi di ripetizio-

ne orientati sulla pratica, in collaborazione con organizzazioni partner, segnatamente dei pompieri;

- indirizzare la trasformazione dei rifugi per l'aspetto edilizio in modo tale che siano evitate eccessive capacità;
- migliorare l'informazione della protezione civile.

L'applicazione della nuova protezione civile, basata tuttora sul sistema di milizia che ha fornito risultati efficienti e i cui responsabili principali sono i Comuni, richiederà diversi anni ancora. Nonostante l'aumento d'efficienza così attuato, la nuova protezione civile renderà possibile, per rapporto alla concezione attuale, entro l'anno 2010, risparmi complessivi di oltre 2,8 miliardi di franchi.

*Dipartimento federale di giustizia
e polizia
Servizio informazione e stampa*

Bücher und Dokumente aus dem BZS

Der Dokumentationsdienst und die Bibliothek des BZS besitzen eine beachtliche Anzahl Dokumente und Bücher über den Zivilschutz im In- und Ausland sowie über sein engeres und weiteres Umfeld.

Wir veröffentlichen in dieser Zeitschrift periodisch bibliographische Listen neuer Werke und anderer aktueller Unterlagen, die auch Ihnen zur Verfügung stehen. Wenn Sie also in diesen Listen etwas finden, das Sie interessiert, dann schicken Sie eine Bestellung an die folgende Adresse:

Bundesamt für Zivilschutz
Dokumentationsdienst/Bibliothek
Monbijoustrasse 91
3003 Bern

Colandrea Andrea
PCI, riforma e Canelli. Con il 1995 cambieranno molte cose anche nella protezione civile. Impressioni e Riflessioni di un corso di Rivera, alla vigilia della riforma.

Muzzano: «Corriere del Ticino»,
27.12.1994, P. 13, ABB
BZS-SIG DOK 3.11.10.20
Bestellnummer: 72/8852

Heuscher Peter
Wer setzt die Sicherheitspolitik des Bundesrates um? Wie schnell und wie effizient? Ausrüstung der Schutzräume – ein sicherheitspolitisches Instrument des Bundesrates.

St.Gallen: «Zivilschutz», Mitteilungsblatt des Zivilschutzverbandes St.Gallen – Appenzell, 1994, Nr. 3, S. 9–10
BZS-SIG DOK 3.6.12
Bestellnummer: 72/8775

Baumgartner Josef, Gmuer Martin
Nahtstelle: Die Partnerin Feuerwehr.
Winterthur: Zivilschutz Winterthur, 1994, S. 32–36, ABB
BZS-SIG DOK 3.11.10.25
Bestellnummer: 72/8772

Anderes Ueli, Weber Guido, Interview
Öffentlichkeitsarbeit: Der Auftrag heisst Information.
Winterthur: Zivilschutz Winterthur, 1994, S. 29–31, ABB
BZS-SIG DOK 3.3.26
Bestellnummer: 72/8771

Kux Stephan (Hrsg.)
Zukunft Neutralität? Die schweizerische Aussen- und Sicherheitspolitik im Umbruch.
Bern; Stuttgart; Wien: Verlag Paul Haupt, 1994, 230 S., Tab, Graph, Bibl
ISBN: 3-258-04886-X
BZS-SIG BIBL 6 97
Bestellnummer: 72/8768

Livres et documents de l'OFPC

Le service de documentation et la bibliothèque de l'OFPC disposent d'un nombre important de documents et de livres sur la protection civile en Suisse et à l'étranger et sur des thèmes apparentés.

Nous publions périodiquement dans cette revue des listes bibliographiques d'ouvrages nouveaux ainsi que d'autres documents d'actualité. Si vous y trouvez des livres ou des documents qui vous intéressent, alors n'hésitez pas, commandez-les à l'adresse suivante:

Office fédéral de la protection civile
Service de documentation/bibliothèque
Monbijoustrasse 91
3003 Berne

Koller Arnold, Pilet Jacques, Hösli Eric, interview,
Arnold Koller, le ministre de la justice et de la police que vous êtes rêve-t-il encore d'une autre Suisse?

Lausanne: «Le Nouveau Quotidien»,
28.11.1994, p. 42–43, ABB
BZS-SIG DOK 3.1.39
Bestellnummer: 72/8692

Pollak Iselin Eugénie
Bedeutung des Milizsystems?

Zumikon: «Staatsbürger», 1994,
November, Nr. 5, S. 20–21, ABB
BZS-SIG DOK 14.2.14
Bestellnummer: 72/8678

Rhinow René
Für einen offenen Sicherheitsdialog.

Zumikon: «Staatsbürger», 1994,
November, Nr. 5, S. 18–19, ABB
BZS-SIG DOK 14.1.9
Bestellnummer: 72/8677

Koller Arnold
Der neue Zivilschutz.

Bern: Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement (EJPD),
Referate, 1. November 1994, 7 S.
BZS-SIG DOK 3.1.37
Bestellnummer: 72/8587

Hobi Urs, Matter Martin
Die Vorreiterrolle des Kantons Basel-Stadt im Zivilschutz.

Basel: «Basler Zeitung», 2.11.1994, S. 3,
ABB
BZS-SIG DOK 4.5
Bestellnummer: 72/8593

Amstutz Peter
Neuer Auftrag und besseres Material für den Zivilschutz.

Basel: «Basler Zeitung», 2.11.1994, 1–3,
ABB
BZS-SIG DOK 3.1.39
Bestellnummer: 72/8592

Dipartimento federale di giustizia e polizia, servizio informazione e stampa
La nuova protezione civile nei blocchi di partenza. Conferenza stampa del 1° novembre 1994. Documentazione per la stampa.

Berna: Dipartimento federale di giustizia e polizia (DFGP), servizio informazione e stampa, 1° novembre 1994, 19 p.
BZS-SIG DOK 3.1.37
Bestellnummer: 72/8586

Département fédéral de justice et police, service de presse et d'information
La nouvelle protection civile devient réalité. Conférence de presse du 1^{er} novembre 1994. Dossier de presse.

Berne: Département fédéral de justice et police (DFJP), Service de presse et d'information, 1^{er} novembre 1994, 9 p.
BZS-SIG DOK 3.1.37
Bestellnummer: 72/8585

Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement, Informations- und Pressedienst
Der neue Zivilschutz ist startbereit. Medienkonferenz vom 1. November 1994. Presserohstoff.

Bern: Eidgenössisches Justiz- und Polizeidepartement (EJPD), Informations- und Pressedienst, 1. November 1994, 9 S.
BZS-SIG DOK 3.1.37
Bestellnummer: 72/8584

Zivilschutz
Zivilschutz: Aus Blau wird Oliv-Orange.
Bern: «Berner Zeitung», 2.11.1994, S. 11, ABB
BZS-SIG DOK 3.1.39
Bestellnummer: 72/8590

Thüring Paul, Amstutz Peter, Interview
«Mit weniger in Zukunft mehr leisten.»
Basel: «Basler Zeitung», 2.11.1994, S. 3, ABB
BZS-SIG DOK 3.1.39
Bestellnummer: 72/8594